

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (89)391

Vol. 1989/0129

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, 19 juillet 1989

COM(89) 391

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/940/89

Délai: JEUDI 27 JUILLET 1989 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingents tarifaires communautaires
- figues sèches et raisins secs en provenance d'Espagne (1990)

Proposition de Mme SCRIVENER

Décision proposée :

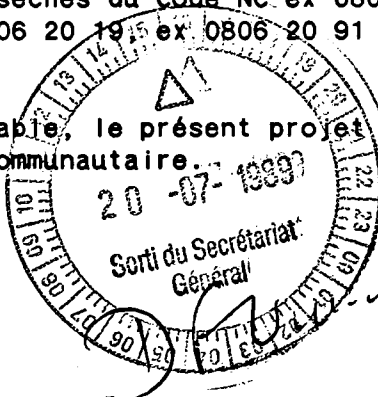
approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de figues sèches et de certains raisins secs en provenance d'Espagne (1990);

. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise le renouvellement de contingents tarifaires contenus dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1990, concernant les figues sèches du code NC ex 0804 20 90 et les raisins secs des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19, 0806 20 91 et ex 0806 20 99 de la nomenclature combinée.

Selon les indications du service responsable, le présent projet n'a pas d'incidences financières sur le budget communautaire.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire Général

Copie : MM. VILAR, LEGRAS, MAYHEW, DEWOST

mp

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG XXI/A/2

Services associés
pour accord

DG VI : accord

DG XXIII : accord

Pour avis

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR

Consultation du Parlement européen :

facultative et non souhaitée. Le service responsable suggère de ne pas y recourir, compte tenu de l'importance mineure

Consultation du Comité économique et social : idem

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

Les mesures tarifaires doivent entrer en vigueur le 1er janvier 1990
(obligation découlant de l'ordre d'adhésion de l'Espagne et du Portugal).

La publication au Journal Officiel doit être effectuée huit semaines avant
cette date.

Date préconisée pour :

la décision : octobre 1989.

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION A LA COMMISSION

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil la proposition de règlement ci-annexée portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires de figues sèches et de certains raisins secs, en provenance d'Espagne.

La présente proposition vise le renouvellement de contingents tarifaires contenus dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1990.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Union Douanière
et
Fiscalité indirecte

Bruxelles, le
XXI/683/89-FR

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL
portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires
communautaires de figues sèches et de certains raisins secs
en provenance d'Espagne (1990)

“

EXPOSE DES MOTIFS

1. En vertu des articles 30 et 75 de l'acte d'adhésion, les droits de douane applicables à l'importation dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 des produits agricoles en provenance d'Espagne sont supprimés progressivement. Ces dispositions s'appliquent aussi aux droits de douane à percevoir dans le cadre des contingents tarifaires communautaires de :

- 200 tonnes de figues sèches relevant du code NC ex 0804 20 90 et
- 1 900 tonnes de raisins secs relevant des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19 ex0806 20 91 et ex0806 20 99,

en provenance d'Espagne .

2. Les droits de douane en question sont ramenés le 1er 1990 à 37,5 % des droits de base.

Le règlement (CEE) n° 4161/87 du Conseil du 22 décembre 1987, fixe, à la suite de l'entrée en vigueur de la nomenclature combinée, les droits de base à retenir dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 en vue du calcul des réductions successives prévues par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces mesures tarifaires ne sont pas à appliquer au Portugal puisque le règlement (CEE) n° 3742/85 concernant le régime pour les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal prévoit des dispositions particulières en la matière.

Il convient donc d'ouvrir pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1980 les contingents tarifaires précités dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 et ce à des droits calculés conformément aux dispositions prévues en la matière, de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

3. La proposition de règlement portant ouverture de ces contingents
tarifaires

ne prévoit aucune répartition entre les Etats membres, les
besoins étant couverts par des tirages effectués par les Etats membres
concernés, selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

Historical Archives of the European Commission

**Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° .. /89 DU CONSEIL**

du

**portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de figes
sèches et de certains raisins secs en provenance d'Espagne (1990)**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment ses articles 30 et 75,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, en vertu des articles 30 et 75 de l'acte d'adhésion, les droits de douane applicables à l'importation dans la Communauté, dans sa composition au 31 décembre 1985, des produits ci-après, en provenance d'Espagne, sont supprimés progressivement dans le cadre des contingents tarifaires communautaires de 200 tonnes de figes sèches relevant du code NC ex 0804 20 90 et de 1 900 tonnes de certains raisins secs relevant des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 et ex 0806 20 99; que ces droits sont ramenés le 1^{er} janvier 1990 / à des droits de base; que lesdits droits de base sont ceux prévus par le règlement (CEE) n° 4161/87 du Conseil, du 22 décembre 1987, fixant, à la suite de l'entrée en vigueur de la nomenclature combinée, les droits de base à retenir dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 en vue du calcul des réductions successives prévues par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal ⁽¹⁾; qu'il convient donc d'ouvrir lesdits contingents tarifaires pour l'année 19 90;

considérant que le règlement (CEE) n° 3792/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, définissant le régime applicable dans les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 222/88 ⁽³⁾, prévoit un régime particulier à l'importation au Portugal des produits en question, en provenance d'Espagne; que, par conséquent, les contingents tarifaires communautaires ne s'appliquent que dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985;

considérant qu'il y a lieu de garantir notamment l'accès égal et continu de tous les importateurs de la Communauté

auxdits contingents et l'application, sans interruption, des taux prévus pour ces contingents à toutes les importations des produits en question dans tous les États membres, jusqu'à épuisement des contingents:

qu'il convient de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer une gestion communautaire et efficace de ces contingents tarifaires en prévoyant la possibilité pour les États membres de tirer sur les volumes contingentaires les quantités nécessaires, correspondant aux importations réelles constatées; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission;

/ 37,5 %

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg constituant l'union économique Benelux et étant représentés par elle, toute opération relative à la question des contingents peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1990 les droits de douane à l'importation dans la Communauté, dans sa composition au 31 décembre 1985, des produits désignés ci-après, en provenance d'Espagne, sont suspendus aux niveaux et dans la limite des contingents tarifaires communautaires indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code NC	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en tonnes)	Droit contingentaire (en %)
09.0301	ex 0804 20 90	Figes sèches, présentées en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kilogrammes	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Raisins secs, présentés en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kilogrammes	1 900	exemption

⁽¹⁾ JO n° L 395 du 31. 12. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 367 du 31. 12. 1985, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 28 du 1. 2. 1988, p. 1.

Article 2

Les contingents tarifaires visés à l'article 1^{er} sont gérés par la Commission, qui peut prendre toute mesure administrative utile, en vue d'en assurer une gestion efficace.

Article 3

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique comprenant une demande du bénéfice préférentiel pour le produit visé par le présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage, sur le volume / d'une quantité correspondant à ces besoins.

/ des contingents tarifaires,

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation / déclaration doivent être transmises à la Commission sans retard.

/ de ladite

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse dès que possible dans le volume contingentaire , correspondant.

Si les quantités demandées sont supérieures au solde disponible du volume contingentaire, l'attribution est faite au prorata des demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Article 4

Chaque État membre garantit aux importateurs des produits en question un accès égal et continu aux contingents tant que le solde du volume contingentaire correspondant le permet.

Article 5

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin d'assurer le respect du présent règlement.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le président

Bruxelles, le 19 juillet 1989

COM(89) 391

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/940/89

Délai :

~~JEUDI 27 JUILLET 1989 12 H~~

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingents tarifaires communautaires
- figues sèches et raisins secs en provenance d'Espagne (1990)

Proposition de Mme SCRIVENER

Décision proposée :

approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de figues sèches et de certains raisins secs en provenance d'Espagne (1990);

. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise le renouvellement de contingents tarifaires contenus dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1990, concernant les figues sèches du code NC ex 0804 20 90 et les raisins secs des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 et ex 0806 20 99 de la nomenclature combinée.

Selon les indications du service responsable, le présent projet n'a pas d'incidences financières sur le budget communautaire.

D.F. Williamson
D.F. WILLIAMSON
Secrétaire Général

Copie : MM. VILAR, LEGRAS, MAYHEW, DEWOST

mp

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG XXI/A/2

Services associés
pour accord

DG VI : accord

DG XXIII : accord

Pour avis

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR

Consultation du Parlement européen :

facultative et non souhaitée. Le service responsable suggère de ne pas y recourir, compte tenu de l'importance mineure

Consultation du Comité économique et social : idem

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

Les mesures tarifaires doivent entrer en vigueur le 1er janvier 1990
(obligation découlant de l'ordre d'adhésion de l'Espagne et du Portugal).

La publication au Journal Officiel doit être effectuée huit semaines avant
cette date.

Date préconisée pour :

la décision : octobre 1989.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Der Kommission wird vorgeschlagen, den Vorschlag der Verordnung im Anhang zur Eröffnung und Verwaltung der Gemeinschaftzollkontingente für getrocknete Feigen und bestimmte getrocknete Weintrauben mit Ursprung in Spanien (1990). zu billigen und dem Rat zu übermitteln.

Dieser Vorschlag dient der Erneuerung (eines Zollkontingents, das in der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals vorgesehen ist, und zwar für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 1990.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

GD Zollunion und
indirekte Steuern
XXI/A/2

Brüssel, den

XXI/683/89-DE

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung und Verwaltung der Gemeinschaftszollkontingente für
getrocknete Feigen und bestimmte getrocknete Weintrauben mit
Ursprung in Spanien (1990)

BEGRÜNDUNG

1. Gemäß Artikel 30 und 75 der Beitrittsakte werden die Zölle, die bei der Einfuhr landwirtschaftlicher Erzeugnisse aus Spanien in die Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung am 31. Dezember 1985 erhoben werden, stufenweise abgebaut. Diese Bestimmungen gelten also auch für die im Rahmen der nachstehenden Gemeinschaftszollkontingente zu erhebenden Zölle:

- 200 t getrocknete Feigen des KN-Codes ex 0804 20 90 und
- 1.900 t getrocknete Weintrauben der KN-Codes 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 und ex 0806 20 99

aus Spanien.

2. Die betreffenden Zollsätze werden am 1. Januar 1990 auf 37,5 % der Ausgangszollsätze herabgesetzt.

Mit der Verordnung (EWG) Nr. 4161/87 des Rates vom 22. Dezember 1987 wurden die Ausgangszollsätze, die in der Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung am 31. Dezember 1985 infolge des Inkrafttretens der Kombinierten Nomenklatur bei der Berechnung der in der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals vorgesehenen stufenweisen Zollsenkungen zugrunde zu legen sind, festgesetzt. Diese tariflichen Maßnahmen gelten nicht für Portugal, da die Verordnung (EWG) Nr. 3792/85 über die Regelung für den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen zwischen Spanien und Portugal diesbezüglich besondere Bestimmungen enthält.

Für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 1990 müssen daher die vorgenannten Zollkontingente in der Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung am 31. Dezember 1985 eröffnet werden, und zwar zu den nach den einschlägigen Bestimmungen der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals erreichten Zollsätzen.

3. Der Vorschlag für die Verordnung zur Eröffnung dieser Zollkontingente sieht

keine Aufteilung auf die Mitgliedstaaten vor, zumal der Bedarf durch Ziehungen der betreffenden Mitgliedstaaten nach dem hierfür in Artikel 3 der vorgeschlagenen Verordnung vorgesehenen Verfahren gedeckt wird.

Dies ist Gegenstand des im Anhang beigefügten Vorschlags.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für
VERORDNUNG (EWG) Nr. .../89 DES RATES

vom

**zur Eröffnung und Verwaltung von Gemeinschaftszollkontingenten für getrocknete Feigen
und bestimmte getrocknete Weintrauben aus Spanien (1990)**

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Akte über den Beitritt Spaniens und Por-
tugals, insbesondere auf die Artikel 30 und 75,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Gemäß Artikel 30 und 75 der Beitrittsakte werden die Zölle,
die bei der Einfuhr der nachstehenden Waren aus Spanien
in die Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung vom 31. De-
zember 1985 erhoben werden, im Rahmen der folgen-
den Gemeinschaftszollkontingente stufenweise abgebaut:
200 Tonnen getrocknete Feigen des KN-Code ex 0804 20 90
und 1 900 Tonnen bestimmte getrocknete Weintrauben der
KN-Code 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 und
ex 0806 20 99. Die betreffenden Zollsätze werden am 1. Ja-
nuar 1990 auf 7 v. H. der Ausgangszollsätze herabgesetzt.
Als Ausgangszollsätze gelten die in der Verordnung (EWG)
Nr. 4161/87 des Rates vom 22. Dezember 1987 über die
Festsetzung der Ausgangszollsätze, die in der Gemeinschaft
in ihrer Zusammensetzung vom 31. Dezember 1985 infolge
des Inkrafttretens der Kombinierten Nomenklatur bei der
Berechnung der in der Akte über den Beitritt Spaniens und
Portugals vorgesehenen schrittweisen Zollsenkungen zu-
grunde zu legen sind ⁽¹⁾, festgelegten Sätze. Für das Jahr
1990 müssen daher die vorgenannten Zollkontingente eröff-
net werden.

Die Verordnung (EWG) Nr. 3792/85 des Rates vom
20. Dezember 1985 über die Regelung für den Handel mit
landwirtschaftlichen Erzeugnissen zwischen Spanien und
Portugal ⁽²⁾, zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG)
Nr. 222/88 ⁽³⁾, enthält eine Sonderregelung für die Einfuhr
der betreffenden Erzeugnisse aus Spanien nach Portugal.
Folglich gelten die Gemeinschaftskontingente nur in der
Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung vom 31. Dezember
1985.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Einführer der
Gemeinschaft gleichen und kontinuierlichen Zugang zu

diesen Kontingenten haben und daß die vorgesehenen Kon-
tingentszollsätze fortlaufend auf sämtliche Einfuhren der
betreffenden Waren in allen Mitgliedstaaten bis zur Aus-
schöpfung der Kontingente angewandt werden.

— Empfiehlt sich, die erforderlichen
Massnahmen zu treffen, um eine wirk-
same gemeinschaftliche Verwaltung
dieser Zollkontingente zu gewährleisten.
Dabei ist für die Mitgliedstaaten die
Möglichkeit vorgesehen, die Ziehung der den
tatsächlich festgestellten Einfuhren ent-
sprechenden benötigten Mengen auf die
Kontingentsmengen vorzunehmen. Dieser
Verwaltungsmodus erfordert eine enge
Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten
und der Kommission.

137,5

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Nieder-
lande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirt-
schaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und
durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im
Zusammenhang mit der Verwaltung
des Kontingents durch eines ihrer Mitglieder
vorgenommen werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

(1) Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1990 werden
die Zollsätze bei der Einfuhr der nachstehenden Waren aus
Spanien in die Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung vom
31. Dezember 1985 im Rahmen der angegebenen Gemein-
schaftszollkontingente wie folgt ausgesetzt:

Laufende Nummer	KN-Code	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in Tonnen)	Kontingentszollsatz (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Getrocknete Feigen, in unmittelbaren Umschließungen mit einem Gewicht des Inhalts von 15 Kilogramm oder weniger	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Getrocknete Weintrauben, in unmittelbaren Umschließungen mit einem Gewicht des Inhalts von 15 Kilogramm oder weniger	1 900	Nullrecht

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 395 vom 31. 12. 1987, S. 1.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 367 vom 31. 12. 1985, S. 7.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 28 vom 1. 2. 1988, S. 1.

Artikel 2

Die Zollkontingente nach Artikel 1 werden von der Kommission verwaltet; sie kann jede erforderliche Maßnahme treffen, um eine effiziente Verwaltung zu gewährleisten.

Artikel 3

Legt ein Importeur in einem Mitgliedstaat eine Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr vor, die einen Antrag auf Gewährung der Zollbegünstigung für eine unter diese Verordnung fallende Ware enthält, und nehmen die Zollbehörden diese Anmeldung an, so nimmt der betreffende Mitgliedstaat durch Mitteilung an die Kommission die Ziehung einer seinem Bedarf entsprechenden Menge auf die betreffende Kontingentsmenge vor.

Die Anträge auf Ziehung sind der Kommission zusammen mit der Angabe, wann die Anmeldungen angenommen wurden, unverzüglich zu übermitteln.

Die Ziehungen werden von der Kommission entsprechend der zeitlichen Reihenfolge, in der die Zollbehörden des betreffenden Mitgliedstaats die Anmeldungen zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr angenommen haben, gewährt, soweit der Restbetrag ausreicht.

Nutzt ein Mitgliedstaat die gezogenen Mengen nicht aus, so hat er den nicht ausgenutzten Teil so bald wie möglich auf das entsprechende Kontingent zurückzuübertragen.

Sind die beantragten Mengen höher als der verfügbare Restbetrag der Kontingentsmenge, so erfolgt die Ziehung

anteilig im Verhältnis der Anträge. Die Mitgliedstaaten werden von der Kommission nach den gleichen Modalitäten unterrichtet.

Artikel 4

Jeder Mitgliedstaat gewährt den Importeuren der betreffenden Waren den gleichen und kontinuierlichen Zugang zu den Kontingenten, solange es der Restbetrag der Kontingentsmenge ermöglicht.

Artikel 5

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 6

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1990 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Luxemburg am

Im Namen des Rates
Der Präsident

Bruxelles, le 19 juillet 1989

TEXTE E

COM(89) 391 NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/940/89

Délai :

JEUDI 27 JUILLET 1989 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingents tarifaires communautaires
- figes sèches et raisins secs en provenance d'Espagne (1990)

Proposition de Mme SCRIVENER

Décision proposée :

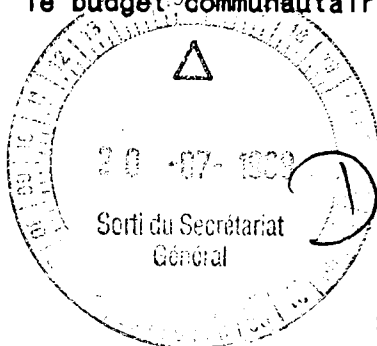
approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de figes sèches et de certains raisins secs en provenance d'Espagne (1990);

. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise le renouvellement de contingents tarifaires contenus dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1990, concernant les figes sèches du code NC ex 0804 20 90 et les raisins secs des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 et ex 0806 20 99 de la nomenclature combinée.

Selon les indications du service responsable, le présent projet n'a pas d'incidences financières sur le budget communautaire.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire Général

Copie : MM. VILAR, LEGRAS, MAYHEW, DEWOST

NOTE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PRÉPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG XXI/A/2

Services associés
pour accord

DG VI : accord

DG XXIII : accord

Pour avis

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR

Consultation du Parlement européen :

facultative et non souhaitée. Le service responsable suggère de ne pas y recourir, compte tenu de l'importance mineure

Consultation du Comité économique et social : idem

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

Les mesures tarifaires doivent entrer en vigueur le 1er janvier 1990
(obligation découlant de l'ordre d'adhésion de l'Espagne et du Portugal).

La publication au Journal Officiel doit être effectuée huit semaines avant
cette date.

Date préconisée pour :

la décision : octobre 1989.

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION TO THE COMMISSION

It is proposed to the Commission to approve the attached proposal for a Council Regulation opening and providing for the administration of Community tariff quotas for dried figs and certain dried grapes coming from Spain.

The current proposal envisages the renewal of tariff quotas provided for in the Act of accession of Spain and Portugal for the period 1 January to 31 December 1990.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Customs union
and
indirect taxation

Brussels,

XXI/A/2

XXI/683/89 - EN

Proposal for a

COUNCIL REGULATION (EEC)

opening and providing for the administration of Community tariff
quotas for dried figs and certain dried grapes coming from
Spain (1990)

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Articles 30 and 76 of the Act of Accession provide for the phasing-out of customs duties on imports into the Community as constituted on 31 December 1985 of agricultural products coming from Spain. This applies *inter alia* to the customs duties to be levied under the following Community tariff quotas for products produced in Spain:

(i) 200 tonnes of dried figs falling within CN code ex 0804 20 90; and
(ii) 1 900 tonnes of dried grapes falling within CN code 0803 20 11, 0803 20 19, ex 0803 20 91 or ex 0803 20 99 coming from Spain.

2. On 1 January 1990 the duties in question are reduced to 37,5% of the basic duties.

Council Regulation (EEC) No 4161/87 of 22 December 1987 laid down, consequent on the entry into force of the Combined Nomenclature, the basic duties to be adopted within the Community as constituted on 31 December 1985 for the purpose of calculating the successive reductions provided for in the Act of Accession of Spain and Portugal. These tariff measures do not apply to Portugal since Regulation (EEC) No 3792/88 laying down the arrangements applying to trade in agricultural products between Spain and Portugal includes special provisions on this subject.

The above-mentioned tariff quotas should therefore be opened in the Community as constituted on 31 December 1985 for the period 1 January to 31 December 1990; the customs duties applicable should be calculated in accordance with the appropriate provisions as in the Act of Accession of Spain and Portugal.

3. The proposal for a Regulation does not provide for them to be allocated among the Member States: the latter will draw quantities from the reserve to cover their needs under the procedure as set out in Article 3 of the proposed Regulation.

That is the purpose of the attached proposal.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) .../89
of 16 December 1988

opening and providing for the administration of Community tariff quotas for dried figs and
certain dried grapes coming from Spain (1990)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular Articles 30 and 75 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, pursuant to Articles 30 and 75 of the Act of Accession, the customs duties applicable to imports into the Community as constituted on 31 December 1985 of the following products coming from Spain are to be phased out within the limits of Community tariff quotas of 200 tonnes of dried figs falling within CN code ex 0804 20 90 and 1 900 tonnes of certain dried grapes falling with CN code 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 or ex 0806 20 99; whereas on 1 January 1990 the duties in question are to be reduced to 37,5 % of the basic duties; whereas the said basic duties are those laid down by Council Regulation (EEC) No 4161/87 of 22 December 1987 laying down, consequent on the entry into force of the combined nomenclature, the basic duties to be adopted within the Community as constituted at 31 December 1985 for the purpose of calculating the successive reductions provided for in the Act of Accession of Spain and Portugal ⁽¹⁾; whereas the said tariff quotas should therefore be opened for 1990;

Whereas Council Regulation (EEC) No 3792/85 of 20 December 1985 laying down the arrangements applying to trade in agricultural products between Spain and Portugal ⁽²⁾, as last amended by Regulation (EEC) No 222/88 ⁽³⁾, lays down special arrangements for imports into Portugal of the products in question coming from Spain; whereas the Community tariff quotas should therefore apply only to the Community as constituted at 31 December 1985;

Whereas all Community importers should be ensured equal and continuous access to the said quotas and the duty rates laid down for the quotas should be applied consistently to all imports of the products in question into all Member States until the quota is exhausted;

whereas, it is appropriate to take the necessary measures to ensure efficient Community administration of this tariff quota while offering the Member States the opportunity to draw from the quota volume the necessary quantities corresponding to actual imports; whereas this method of administration requires close cooperation between the Member States and the Commission;

Whereas since Belgium, the Netherlands and Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any operation concerning the administration of the quota, may be carried out by any one of its members,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

From 1 January to 31 December 1990 the customs duties applicable to imports into the Community as constituted at 31 December 1985 of the following products coming from Spain shall be suspended at the levels indicated below and within the limits of Community tariff quotas as shown below:

Serial No	CN code	Description	Volume of tariff quota (tonnes)	Rate of duty (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Dried figs in immediate containers of a net capacity not exceeding 15 kg	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Dried grapes in immediate containers of a net capacity not exceeding 15 kg	1 900	Free

⁽¹⁾ OJ No L 395, 31. 12. 1987, p. 1.

⁽²⁾ OJ No L 367, 31. 12. 1985, p. 7.

⁽³⁾ OJ No L 28, 1. 2. 1988, p. 1.

Article 2

The tariff quotas referred to in Article 1 shall be managed by the Commission, which may take all appropriate administrative measures in order to ensure effective administration thereof.

Article 3

If an importer presents in a Member State a declaration of entry into free circulation, including a request for preferential benefit for a product covered by this Regulation and if that declaration is accepted by the customs authorities, the Member States concerned shall inform the Commission and draw an amount corresponding to its requirements from the corresponding quota amount.

The drawing requests, with indication of the date of acceptance of the said declarations, must be transmitted to the Commission without delay.

The drawings are granted by the Commission by reference to the date of acceptance of the declarations of entry into free circulation by the customs authorities of the Member States concerned to the extent that the available balance so permits.

If a Member State does not use the quantities drawn, it shall return them as soon as possible to the corresponding quota amount.

If the quantities requested are greater than the available balance of the quota amount, allocation shall be made on a *pro rata* basis with respect to the requests. Member

States shall be informed by the Commission in accordance with the same procedures.

Article 4

Each Member State shall ensure that importers of the product concerned have equal and continuous access to the quota for such time as the residual balance of the quota volume so permits.

Article 5

The Member States and the Commission shall cooperate closely to ensure that this Regulation is complied with.

Article 6

This Regulation shall enter into force on January 1990.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

The President

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

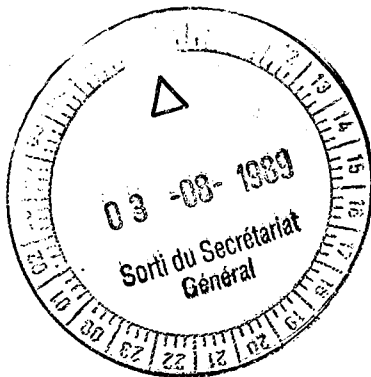
COM(89) 391 final

Bruxelles, le 27 juillet 1989

Proposition de RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires
communautaires de figues sèches et de certains raisins secs
en provenance d'Espagne (1990)

(présentée par la Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

1. En vertu des articles 30 et 75 de l'acte d'adhésion, les droits de douane applicables à l'importation dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 des produits agricoles en provenance d'Espagne sont supprimés progressivement. Ces dispositions s'appliquent aussi aux droits de douane à percevoir dans le cadre des contingents tarifaires communautaires de :
 - 200 tonnes de figues sèches relevant du code NC ex 0804 20 90 et
 - 1 900 tonnes de raisins secs relevant des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19 ex0806 20 91 et ex0806 20 99,en provenance d'Espagne .

2. Les droits de douane en question sont ramenés le 1er 1990 à 37,5 % des droits de base.

Le règlement (CEE) n° 4161/87 du Conseil du 22 décembre 1987, fixe, à la suite de l'entrée en vigueur de la nomenclature combinée, les droits de base à retenir dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 en vue du calcul des réductions successives prévues par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces mesures tarifaires ne sont pas à appliquer au Portugal puisque le règlement (CEE) n° 3792/85 concernant le régime pour les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal prévoit des dispositions particulières en la matière.

Il convient donc d'ouvrir pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1980 les contingents tarifaires précités dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 et ce à des droits calculés conformément aux dispositions prévues en la matière, de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

3. La proposition de règlement portant ouverture de ces contingents
tarifaires

ne prévoit aucune répartition entre les Etats membres, les
besoins étant couverts par des tirages effectués par les Etats membres
concernés, selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

Historical Archives of the European Commission

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° .. / 89 DU CONSEIL
du

portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires de figes
sèches et de certains raisins secs en provenance d'Espagne (1990)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment ses articles 30 et 75,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, en vertu des articles 30 et 75 de l'acte d'adhésion, les droits de douane applicables à l'importation dans la Communauté, dans sa composition au 31 décembre 1985, des produits ci-après, en provenance d'Espagne, sont supprimés progressivement dans le cadre des contingents tarifaires communautaires de 200 tonnes de figes sèches relevant du code NC ex 0804 20 90 et de 1 900 tonnes de certains raisins secs relevant des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 et ex 0806 20 99; que ces droits sont ramenés le 1^{er} janvier 1990 / à des droits de base; que lesdits droits de base sont ceux prévus par le règlement (CEE) n° 4161/87 du Conseil, du 22 décembre 1987, fixant, à la suite de l'entrée en vigueur de la nomenclature combinée, les droits de base à retenir dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 en vue du calcul des réactions successives prévues par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal ⁽¹⁾; qu'il convient donc d'ouvrir lesdits contingents tarifaires pour l'année 19 90;

considérant que le règlement (CEE) n° 3792/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, définissant le régime applicable dans les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 222/88 ⁽³⁾, prévoit un régime particulier à l'importation au Portugal des produits en question, en provenance d'Espagne; que, par conséquent, les contingents tarifaires communautaires ne s'appliquent que dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985;

considérant qu'il y a lieu de garantir notamment l'accès égal et continu de tous les importateurs de la Communauté

auxdits contingents et l'application, sans interruption, des taux prévus pour ces contingents à toutes les importations des produits en question dans tous les États membres, jusqu'à épuisement des contingents;

qu'il convient de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer une gestion communautaire et efficace de ces contingents tarifaires en prévoyant la possibilité pour les États membres de tirer sur les volumes contingentaires les quantités nécessaires, correspondant aux importations réelles constatées; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission;

/ 37,5 %

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg constituant l'union économique Benelux et étant représentés par elle, toute opération relative à la question des contingents peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1990 les droits de douane à l'importation dans la Communauté, dans sa composition au 31 décembre 1985, des produits désignés ci-après, en provenance d'Espagne, sont suspendus aux niveaux et dans la limite des contingents tarifaires communautaires indiqués en regard:

Numéro d'ordre	Code NC	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en tonnes)	Droit contingentaire (en %)
09.0301	ex 0804 20 90	Figes sèches, présentées en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kilogrammes	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Raisins secs, présentés en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kilogrammes	1 900	exemption

⁽¹⁾ JO n° L 395 du 31. 12. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 367 du 31. 12. 1985, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 28 du 1. 2. 1988, p. 1.

Article 2

Les contingents tarifaires visés à l'article 1^{er} sont gérés par la Commission, qui peut prendre toute mesure administrative utile, en vue d'en assurer une gestion efficace.

Article 3

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique comprenant une demande du bénéfice préférentiel pour le produit visé par le présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage, sur le volume / d'une quantité correspondant à ces besoins.

/ des contingents tarifaires,

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation / déclaration doivent être transmises à la Commission sans retard. / de ladite

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse dès que possible dans le volume contingentaire correspondant.

Si les quantités demandées sont supérieures au solde disponible du volume contingentaire, l'attribution est faite au prorata des demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Article 4

Chaque État membre garantit aux importateurs des produits en question un accès égal et continu aux contingents tant que le solde du volume contingentaire correspondant le permet.

Article 5

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin d'assurer le respect du présent règlement.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le président

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

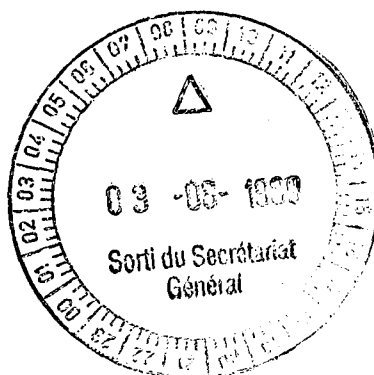
KOM(89) 391 endg.

Brüssel, den 27. Juli 1989

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung und Verwaltung der Gemeinschaftszollkontingente für
getrocknete Feigen und bestimmte getrocknete Weintrauben mit
Ursprung in Spanien (1990)

(von der Kommission vorgelegt)



BEGRÜNDUNG

1. Gemäß Artikel 30 und 75 der Beitrittsakte werden die Zölle, die bei der Einfuhr landwirtschaftlicher Erzeugnisse aus Spanien in die Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung am 31. Dezember 1985 erhoben werden, stufenweise abgebaut. Diese Bestimmungen gelten also auch für die im Rahmen der nachstehenden Gemeinschaftszollkontingente zu erhebenden Zölle:

- 200 t getrocknete Feigen des KN-Codes ex 0804 20 90 und
- 1.900 t getrocknete Weintrauben der KN-Codes 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 und ex 0806 20 99

aus Spanien.

2. Die betreffenden Zollsätze werden am 1. Januar 1990 auf 37,5 % der Ausgangszollsätze herabgesetzt.

Mit der Verordnung (EWG) Nr. 4161/87 des Rates vom 22. Dezember 1987 wurden die Ausgangszollsätze, die in der Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung am 31. Dezember 1985 infolge des Inkrafttretens der Kombinierten Nomenklatur bei der Berechnung der in der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals vorgesehenen stufenweisen Zollsenkungen zugrunde zu legen sind, festgesetzt. Diese tariflichen Maßnahmen gelten nicht für Portugal, da die Verordnung (EWG) Nr. 3792/85 über die Regelung für den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen zwischen Spanien und Portugal diesbezüglich besondere Bestimmungen enthält.

Für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 1990 müssen daher die vorgenannten Zollkontingente in der Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung am 31. Dezember 1985 eröffnet werden, und zwar zu den nach den einschlägigen Bestimmungen der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals erreichten Zollsätzen.

3. Der Vorschlag für die Verordnung zur Eröffnung dieser Zollkontingente sieht
- ↳ keine Aufteilung auf die Mitgliedstaaten vor, zumal der Bedarf durch Ziehungen der betreffenden Mitgliedstaaten nach dem hierfür in Artikel 3 der vorgeschlagenen Verordnung vorgesehenen Verfahren gedeckt wird.

Dies ist Gegenstand des im Anhang beigefügten Vorschlags.

Vorschlag für
VERORDNUNG (EWG) Nr. .../89 DES RATES
vom

zur Eröffnung und Verwaltung von Gemeinschaftszollkontingenten für getrocknete Feigen
und bestimmte getrocknete Weintrauben aus Spanien (1990)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Akte über den Beitritt Spaniens und Por-
tugals, insbesondere auf die Artikel 30 und 75,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Gemäß Artikel 30 und 75 der Beitrittsakte werden die Zölle,
die bei der Einfuhr der nachstehenden Waren aus Spanien
in die Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung vom 31. De-
zember 1985 erhoben werden, im Rahmen der folgen-
den Gemeinschaftszollkontingente stufenweise abgebaut:
200 Tonnen getrocknete Feigen des KN-Code ex 0804 20 90
und 1 900 Tonnen bestimmte getrocknete Weintrauben der
KN-Code 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 und
ex 0806 20 99. Die betreffenden Zollsätze werden am 1. Ja-
nuar 1990 auf 7 v. H. der Ausgangszollsätze herabgesetzt.
Als Ausgangszollsätze gelten die in der Verordnung (EWG)
Nr. 4161/87 des Rates vom 22. Dezember 1987 über die
Festsetzung der Ausgangszollsätze, die in der Gemeinschaft
in ihrer Zusammensetzung vom 31. Dezember 1985 infolge
des Inkrafttretens der Kombinierten Nomenklatur bei der
Berechnung der in der Akte über den Beitritt Spaniens und
Portugals vorgesehenen schrittweisen Zollsenkungen zu-
grunde zu legen sind ⁽¹⁾, festgelegten Sätze. Für das Jahr
1990 müssen daher die vorgenannten Zollkontingente eröff-
net werden.

Die Verordnung (EWG) Nr. 3792/85 des Rates vom
20. Dezember 1985 über die Regelung für den Handel mit
landwirtschaftlichen Erzeugnissen zwischen Spanien und
Portugal ⁽²⁾, zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG)
Nr. 222/88 ⁽³⁾, enthält eine Sonderregelung für die Einfuhr
der betreffenden Erzeugnisse aus Spanien nach Portugal.
Folglich gelten die Gemeinschaftskontingente nur in der
Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung vom 31. Dezember
1985.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Einführer der
Gemeinschaft gleichen und kontinuierlichen Zugang zu

diesen Kontingenten haben und daß die vorgesehenen Kon-
tingentszollsätze fortlaufend auf sämtliche Einfuhren der
betreffenden Waren in allen Mitgliedstaaten bis zur Aus-
schöpfung der Kontingente angewandt werden.

- Empfiehlt sich, die erforderlichen
Massnahmen zu treffen, um eine wirk-
same gemeinschaftliche Verwaltung
dieser Zollkontingente zu gewährleisten.
Dabei ist für die Mitgliedstaaten die
Möglichkeit vorgesehen, die Ziehung der den
tatsächlich festgestellten Einfuhren ent-
sprechenden benötigten Mengen auf die
Kontingentsmengen vorzunehmen. Dieser
Verwaltungsmodus erfordert eine enge
Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten
und der Kommission.

137,5

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Nieder-
lande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirt-
schaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und
durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im
Zusammenhang mit der Verwaltung
des Kontingents durch eines ihrer Mitglieder
vorgenommen werden —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

(1) Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 1990 werden
die Zollsätze bei der Einfuhr der nachstehenden Waren aus
Spanien in die Gemeinschaft in ihrer Zusammensetzung vom
31. Dezember 1985 im Rahmen der angegebenen Gemein-
schaftszollkontingente wie folgt ausgesetzt:

Laufende Nummer	KN-Code	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in Tonnen)	Kontingentszollsatz (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Getrocknete Feigen, in unmittelbaren Umschließungen mit einem Gewicht des Inhalts von 15 Kilogramm oder weniger	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Getrocknete Weintrauben, in unmittelbaren Umschließungen mit einem Gewicht des Inhalts von 15 Kilogramm oder weniger	1 900	Nullrecht

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 395 vom 31. 12. 1987, S. 1.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 367 vom 31. 12. 1985, S. 7.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 28 vom 1. 2. 1988, S. 1.

Artikel 2

Die Zollkontingente nach Artikel 1 werden von der Kommission verwaltet; sie kann jede erforderliche Maßnahme treffen, um eine effiziente Verwaltung zu gewährleisten.

Artikel 3

Legt ein Importeur in einem Mitgliedstaat eine Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr vor, die einen Antrag auf Gewährung der Zollbegünstigung für eine unter diese Verordnung fallende Ware enthält, und nehmen die Zollbehörden diese Anmeldung an, so nimmt der betreffende Mitgliedstaat durch Mitteilung an die Kommission die Ziehung einer seinem Bedarf entsprechenden Menge auf die betreffende Kontingentsmenge vor.

Die Anträge auf Ziehung sind der Kommission zusammen mit der Angabe, wann die Anmeldungen angenommen wurden, unverzüglich zu übermitteln.

Die Ziehungen werden von der Kommission entsprechend der zeitlichen Reihenfolge, in der die Zollbehörden des betreffenden Mitgliedstaats die Anmeldungen zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr angenommen haben, gewährt, soweit der Restbetrag ausreicht.

Nutzt ein Mitgliedstaat die gezogenen Mengen nicht aus, so hat er den nicht ausgenutzten Teil so bald wie möglich auf das entsprechende Kontingent zurückzuübertragen.

Sind die beantragten Mengen höher als der verfügbare Restbetrag der Kontingentsmenge, so erfolgt die Ziehung

anteilig im Verhältnis der Anträge. Die Mitgliedstaaten werden von der Kommission nach den gleichen Modalitäten unterrichtet.

Artikel 4

Jeder Mitgliedstaat gewährt den Importeuren der betreffenden Waren den gleichen und kontinuierlichen Zugang zu den Kontingenten, solange es der Restbetrag der Kontingentsmenge ermöglicht.

Artikel 5

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 6

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1990 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Luxemburg am

Im Namen des Rates
Der Präsident

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

cc

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(89) 391 def.

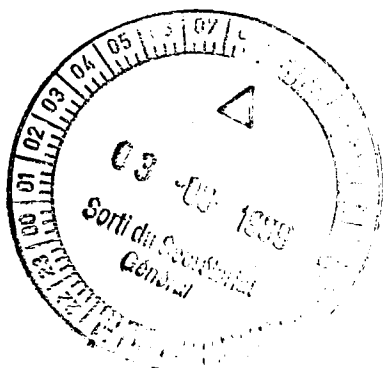
Bruxelles, 27 luglio 1989

Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante apertura e modalità di gestione di contingenti tariffari
comunitari di fichi secchi e di talune uve secche
in provenienza dalla Spagna (1990)

(presentata dalla Commissione)



RELAZIONE

1. Secondo gli articoli 30 e 75 dell'atto di adesione i dazi doganali applicabili all'importazione nella Comunità nella sua composizione alla data del 31 dicembre 1985 dei prodotti agricoli in provenienza dalla Spagna sono gradualmente soppressi. Queste disposizioni si applicano pertanto ai dazi doganali da riscuotere nel quadro dei contingenti tariffari comunitari di :
 - 200 tonnellate di fichi secchi del codice NC ex 0804.20-10 e
 - 1900 tonnellate di uve secche dei codici NC 0806.20-11, 0806.20-19, ex 0806.20-91 e ex 0806.20-99,

in provenienza dalla Spagna.

2. I dazi doganali in questione sono ridotti il 1° gennaio 1990 al 37,5 % dei dazi di base.

Il regolamento (CEE) n. 4161/87 del Consiglio del 22 dicembre 1987, stabilisce, in seguito all'entrata della nomenclatura combinata, i dazi di base da adottare nella Comunità nella sua composizione alla data del 31 dicembre 1985, ai fini del calcolo delle riduzioni successive previste nell'atto di adesione della Spagna e del Portogallo. Queste misure tariffarie non sono applicabili al Portogallo in quanto il regolamento (CEE) n. 3792/85 che definisce il regime applicabile agli scambi di prodotti agricoli fra la Spagna e il Portogallo prevede in proposito disposizioni particolari.

Nel periodo 1° gennaio - 31 dicembre 1990, è dunque opportuno aprire i contingenti tariffari suddetti nella Comunità nella sua composizione alla data del 31 dicembre 1985, con applicazione di dazi calcolati secondo le disposizioni all'uso previste, nell'atto di adesione della Spagna e del Portogallo.

3. La proposta di regolamento recente apertura di questi contingenti tariffari non prevede alcuna ripartizione fra gli Stati membri, tenuto conto del fatto che i fabbisogni sono coperti da imputazioni effettuate dagli Stati membri interessati secondo la procedura all'uso prevista nell'articolo 3 del regolamento proposto.

Questo è lo scopo della proposta allegata.

REGOLAMENTO (CEE) N. .../89 DEL CONSIGLIO

del

recante apertura e modalità di gestione di contingenti tariffari comunitari di fichi secchi e di talune uve secche, in provenienza dalla Spagna (1990)

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto l'atto di adesione della Spagna e del Portogallo, in particolare gli articoli 30 e 75,

vista la proposta della Commissione,

considerando che, secondo gli articoli 30 e 75 dell'atto di adesione, i dazi doganali applicabili all'importazione nella Comunità, nella sua composizione al 31 dicembre 1985, dei prodotti qui di seguito indicati, in provenienza dalla Spagna, sono gradualmente soppressi nel quadro di contingenti tariffari comunitari di 200 tonnellate di fichi secchi del codice NC ex 0804 20 90 e di 1 900 tonnellate di talune uve secche dei codici NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 ed ex 0806 20 99; che al 1° gennaio 1990 questi dazi sono ridotti al 37,5 % dei dazi di base; che questi dazi sono quelli previsti dal regolamento (CEE) n. 4161/87 del Consiglio, del 22 dicembre 1987, che stabilisce, a seguito dell'entrata in vigore della nomenclatura combinata, i dazi di base da adottare nella Comunità nella sua composizione al 31 dicembre 1985, ai fini del calcolo delle riduzioni successive previste nell'atto di adesione della Spagna e del Portogallo⁽¹⁾; che occorre quindi aprire tali contingenti tariffari per l'anno 1990;

considerando che il regolamento (CEE) n. 3792/85 del Consiglio, del 20 dicembre 1985, che definisce il regime applicabile agli scambi di prodotti agricoli tra la Spagna ed il Portogallo⁽²⁾, modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 222/88⁽³⁾, prevede un regime particolare all'importazione in Portogallo dei prodotti in questione, in provenienza dalla Spagna; che, di conseguenza, i contingenti tariffari comunitari sono applicabili soltanto nella Comunità nella sua composizione al 31 dicembre 1985;

considerando che occorre garantire, in particolare, l'uguaglianza e la continuità di accesso di tutti gli importatori della

Comunità a detti contingenti, nonché l'applicazione senza interruzione dei dazi previsti per tali contingenti a tutte le importazioni dei prodotti in questione in ciascuno degli Stati membri, fino ad esaurimento dei contingenti stessi;

che occorre adottare le disposizioni necessarie per garantire una gestione comunitaria ed efficace di tali contingenti tariffari, prevedendo per gli Stati membri la possibilità di prelevare sia volume contingenziale le quantità necessarie corrispondenti alle importazioni realmente constatate; che tale modalità di gestione richiede una stretta collaborazione tra Stati membri e Commissione;

considerando che, poiché il Regno del Belgio, il Regno dei Paesi Bassi e il Granducato del Lussemburgo sono riuniti e rappresentati dall'unione economica Benelux, tutte le operazioni relative alla gestione dei contingenti possono essere effettuate da uno dei suoi membri,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

Dal 1° gennaio al 31 dicembre 1990, i dazi doganali all'importazione nella Comunità nella sua composizione al 31 dicembre 1985 dei prodotti qui di seguito elencati, in provenienza dalla Spagna, sono sospesi ai livelli e nei limiti dei contingenti tariffari comunitari indicati a lato:

Numero d'ordine	Codice NC	Designazione delle merci	Volume contingenziale (in t)	Dazio contingenziale (in %)
09.0301	ex 0804 20 90	Fichi secchi presentati in imballaggi immediati di contenuto netto pari o inferiore a 15 kg	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Uve secche presentate in imballaggi immediati di contenuto netto pari o inferiore a 15 kg	1 900	esenzione

(¹) GU n. L 395 del 31. 12. 1987, pag. 1.

(²) GU n. L 367 del 31. 12. 1985, pag. 7.

(³) GU n. L 28 dell'1. 2. 1988, pag. 1.

Articolo 2

I contingenti tariffari di cui all'articolo 1 sono gestiti dalla Commissione che può prendere qualsiasi misura amministrativa utile per garantire una gestione efficace.

Articolo 3

Se un importatore presenta in uno Stato membro una dichiarazione di immissione in libera pratica comprensivo di una domanda di beneficio preferenziale per un prodotto contemplato dal presente regolamento e se questa dichiarazione è accettata dalle autorità doganali, lo Stato membro interessato procede, mediante notifica alla Commissione, al prelievo, sul volume contingente, di un quantitativo corrispondente al proprio fabbisogno.

Le domande di prelievo con l'indicazione della data di accettazione delle suddette dichiarazioni devono essere trasmesse senza indugio alla Commissione.

I prelievi sono accordati dalla Commissione in funzione della data di accettazione delle dichiarazioni di immissione in libera pratica da parte delle autorità doganali dello Stato membro interessato, nella misura in cui il saldo disponibile lo permetta.

Se uno Stato membro non utilizza i quantitativi prelevati, esso li versa, non appena possibile, nel volume contingente corrispondente.

L'assegnazione è fatta proporzionalmente alle domande se i quantitativi richiesti sono superiori al saldo disponibile

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles,

del volume contingente. Gli Stati membri sono informati dalla Commissione secondo le stesse modalità.

Articolo 4

Ciascun Stato membro garantisce agli importatori delle merci in questione l'uguaglianza e la continuità di accesso ai contingenti nella misura in cui il saldo del volume contingente lo consente.

Articolo 5

Gli Stati membri e la Commissione collaborano strettamente al fine di assicurare il rispetto del presente regolamento.

Articolo 6

Il presente regolamento entra in vigore il 1° gennaio 1990.

Per il Consiglio
Il Presidente

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

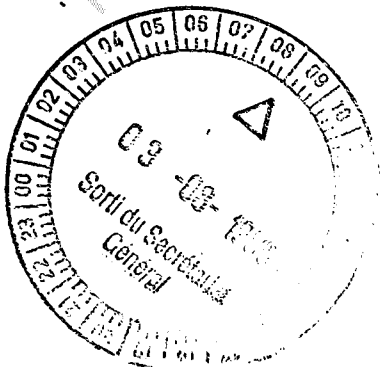
COM(89) 391 def.

Brussel, 27 juli 1989

Voorstel voor een VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de opening en de wijze van beheer van de
communautaire tariefcontingenten voor gedroogde vijgen en bepaalde
rozijnen en krenten, van herkomst uit Spanje (1990)

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

1. Krachtens de artikelen 30 en 75 van de Toetredingsakte worden de rechten die toepasselijk zijn bij de invoer van landbouwprodukten ~~van herkomst uit Spanje~~ in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 geleidelijk afgeschaft. Deze bepalingen zijn derhalve van toepassing op de te heffen rechten in het kader van de tariefcontingenten van :

- 200 ton gedroogde vijgen van GN-code ex 0804 20 90 en
- 1.900 ton rozijnen en krenten van de GN-codes 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 en ex 0806 20 99;
van herkomst uit Spanje;

2. De betrokken rechten worden op 1 januari 1990 teruggebracht tot 37,5 % de basisrechten.

Bij Verordening (EEG) nr. 4161/87 van de Raad van 22 december 1987 worden, ingevolge de inwerkingtreding van de gecombineerde nomenclatuur, de basisrechten vastgesteld die in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 moeten worden aangehouden bij de opeenvolgende verlagingen bedoeld in de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal. Deze tariefmaatregelen zijn niet van toepassing voor Portugal, daar Verordening (EEG) nr. 3792/85 tot vaststelling van de regeling voor het handelsverkeer van landbouwprodukten tussen Spanje en Portugal in bijzondere bepalingen op dit gebied voorziet.

Het voornoemde tariefcontingent dient derhalve voor de periode van 1 januari tot 31 december 1990 in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 te worden geopend en wel tegen rechten berekend volgens ^{in de} Akte van Toetreding van Spanje en Portugal ter zake vastgestelde bepalingen.

Het voorstel voor een verordening betreffende de opening van deze tariefcontingenten voorziet niet in een verdeling over de Lid-Staten,

De behoeften worden gedekt door opnemingen door de betrokken Lid-Staten volgens de methode voorzien in artikel 3 van de voorgesteld verordening.

Dit is het doel van het voorstel in bijlage.

VERORDENING (EEG) Nr.

VAN DE RAAD

van

betreffende de opening en de wijze van beheer van de communautaire tariefcontingenten voor gedroogde vijgen en bepaalde rozijnen en krenten, van herkomst uit Spanje (1990)

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal, inzonderheid op de artikelen 30 en 75,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat krachtens de artikelen 30 en 75 van de Toetredingsakte de douanerechten die van toepassing zijn bij de invoer in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 van de hierna volgende produkten, van herkomst uit Spanje, in het kader van de communautaire tariefcontingenten van 200 ton gedroogde vijgen van GN-code ex 0804 20 90 en 1 900 ton van bepaalde rozijnen en krenten van de GN-codes 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 en ex 0806 20 99, geleidelijk worden afgeschaft; dat deze rechten op 1 januari 1990 tot 37,5% van de basisrechten worden verlaagd; dat de genoemde basisrechten zijn vastgesteld bij Verordening (EEG) nr. 4161/87 van de Raad van 22 december 1987 tot vaststelling van de basisrechten die in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 ingevolge de inwerkingtreding van de gecombineerde nomenclatuur moeten worden aangehouden bij de berekening van de opeenvolgende verlagingen bedoeld in de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal (1); dat genoemde tariefcontingenten derhalve voor het jaar 1990 dienen te worden geopend;

Overwegende dat Verordening (EEG) nr. 3792/85 van de Raad van 20 december 1985 tot vaststelling van de regeling voor het handelsverkeer van landbouwprodukten tussen Spanje en Portugal (2), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 222/88 (3), voorziet in een bijzondere regeling bij de invoer in Portugal van de betrokken produkten van herkomst uit Spanje; dat de communautaire tariefcontingenten bijgevolg slechts in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 van toepassing zijn;

Overwegende dat met name dient te worden gewaarborgd dat alle importeurs van de Gemeenschap te allen tijde en in

gelijke mate van genoemde contingenten gebruik kunnen maken en dat de aan deze contingenten verbonden rechten in alle Lid-Staten zonder onderbreking op alle invoer van de betrokken produkten worden toegepast tot op het tijdstip waarop de contingenten geheel zijn uitgeput;

dat het wenselijk is de nodige maatregelen te nemen met het oog op het verzekeren van een communautair en doeltreffend beheer van deze tariefcontingenten, waarbij er voor de Lid-Staten wordt voorzien in de mogelijkheid om de noodzakelijke hoeveelheden, die overeenstemmen met de geconstateerde reële invoer, uit de contingenten op te nemen; dat deze wijze van beheer een nauwe samenwerking vereist tussen de Lid-Staten en de Commissie;

Overwegende dat, aangezien het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg verenigd zijn in en vertegenwoordigd worden door de Benelux Economische Unie, elke handeling met betrekking tot het beheer van de contingenten kan worden verricht door een van haar leden,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD:

Artikel 1

Van 1 januari tot en met 31 december 1990 worden de douanerechten van toepassing bij invoer in de Gemeenschap in haar samenstelling per 31 december 1985 voor de volgende produkten, van herkomst uit Spanje, geschorst tot de niveaus en binnen de grenzen van de onderstaande communautaire tariefcontingenten:

Volg-nummer	GN-code	Omschrijving	Omvang van het contingent (in ton)	Contingentrecht (in %)
09.0301	ex 0804 20 90	Gedroogde vijgen in verpakkingen met een netto-inhoud per onmiddellijke verpakking van 15 kg of minder	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Rozijnen en krenten in verpakkingen met een netto-inhoud per onmiddellijke verpakking van 15 kg of minder	1 900	vrij

(1) PB nr. L 395 van 31. 12. 1987, blz. 1.

(2) PB nr. L 367 van 31. 12. 1985, blz. 7.

(3) PB nr. L 28 van 1. 2. 1988, blz. 1.

Artikel 2

De in artikel 1 bedoelde tariefcontingenten worden beheerd door de Commissie, die alle nodige administratieve maatregelen kan nemen met het oog op een doeltreffend beheer ervan.

Artikel 3

Indien een importeur in een Lid-Staat, voor een produkt bedoeld in deze verordening, een aangifte tot het in het vrije verkeer brengen indient waarin een aanvraag om voor een preferentie in aanmerking te komen is opgenomen, en indien deze aangifte door de douaneautoriteiten wordt aanvaard, gaat de betrokken Lid-Staat, door middel van een kennisgeving aan de Commissie, over tot opneming uit ~~de~~ overeenkomstige contingenten van een hoeveelheid die met deze behoeften overeenstemt.

De verzoeken tot opneming met opgave van de datum waarop de betrokken aangiften zijn aanvaard, worden onverwijld aan de Commissie meegedeeld.

De opnemingen worden door de Commissie toegestaan met inachtneming van de datum waarop de aangiften tot het in het vrije verkeer brengen zijn aanvaard door de douaneautoriteiten van de betrokken Lid-Staat, voor zover het beschikbare saldo dit toelaat.

Indien een Lid-Staat de opgenomen hoeveelheden niet benut, stort hij deze zo spoedig mogelijk terug in het overeenkomstige contingent.

Indien de gevraagde hoeveelheden hoger zijn dan het beschikbare saldo van het contingent, geschiedt de toedeling pro rata van de verzoeken. De Lid-Staten worden dienovereenkomstig door de Commissie ingelicht.

Artikel 4

Elke Lid-Staat waarborgt dat de importeurs van de betrokken produkten te allen tijde en in gelijke mate gebruik kunnen maken van de door het contingent geboden invoermogelijkheden, zolang het saldo van het betrokken contingent zulks toelaat.

Artikel 5

De Lid-Staten en de Commissie werken nauw samen om te bereiken dat deze verordening wordt nagekomen.

Artikel 6

Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1990.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

De Voorzitter

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(89) 391 final

Brussels, 27 July 1989

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening and providing for the administration of Community tariff
quotas for dried figs and certain dried grapes coming from
Spain (1990)

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Articles 30 and 75 of the Act of Accession provide for the phasing-out of customs duties on imports into the Community as constituted on 31 December 1985 of agricultural products coming from Spain. This applies *inter alia* to the customs duties to be levied under the following Community tariff quotas for products produced in Spain:

(i) 200 tonnes of dried figs falling within CN code ex 0804 20 90; and
(ii) 1 900 tonnes of dried grapes falling within CN code 0803 20 11, 0803 20 19, ex 0803 20 91 or ex 0803 20 99 coming from Spain.

2. On 1 January 1990 the duties in question are reduced to 37,5% of the basic duties.

Council Regulation (EEC) No 4161/87 of 22 December 1987 laid down, consequent on the entry into force of the Combined Nomenclature, the basic duties to be adopted within the Community as constituted on 31 December 1985 for the purpose of calculating the successive reductions provided for in the Act of Accession of Spain and Portugal. These tariff measures do not apply to Portugal since Regulation (EEC) No 3792/85 laying down the arrangements applying to trade in agricultural products between Spain and Portugal includes special provisions on this subject.

The above-mentioned tariff quotas should therefore be opened in the Community as constituted on 31 December 1985 for the period 1 January to 31 December 1990; the customs duties applicable should be calculated in accordance with the appropriate provisions as in the Act of Accession of Spain and Portugal.

3. The proposal for a Regulation does not provide for them to be allocated among the Member States: the latter will draw quantities from the reserve to cover their needs under the procedure as set out in Article 3 of the proposed Regulation.

That is the purpose of the attached proposal.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) .../89
of 16 December 1988

opening and providing for the administration of Community tariff quotas for dried figs and
certain dried grapes coming from Spain (1990)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular Articles 30 and 75 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, pursuant to Articles 30 and 75 of the Act of Accession, the customs duties applicable to imports into the Community as constituted on 31 December 1985 of the following products coming from Spain are to be phased out within the limits of Community tariff quotas of 200 tonnes of dried figs falling within CN code ex 0804 20 90 and 1 900 tonnes of certain dried grapes falling with CN code 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 or ex 0806 20 99; whereas on 1 January 1990 the duties in question are to be reduced to 37,5 % of the basic duties; whereas the said basic duties are those laid down by Council Regulation (EEC) No 4161/87 of 22 December 1987 laying down, consequent on the entry into force of the combined nomenclature, the basic duties to be adopted within the Community as constituted at 31 December 1985 for the purpose of calculating the successive reductions provided for in the Act of Accession of Spain and Portugal ⁽¹⁾; whereas the said tariff quotas should therefore be opened for 1990;

Whereas Council Regulation (EEC) No 3792/85 of 20 December 1985 laying down the arrangements applying to trade in agricultural products between Spain and Portugal ⁽²⁾, as last amended by Regulation (EEC) No 222/88 ⁽³⁾, lays down special arrangements for imports into Portugal of the products in question coming from Spain; whereas the Community tariff quotas should therefore apply only to the Community as constituted at 31 December 1985;

Whereas all Community importers should be ensured equal and continuous access to the said quotas and the duty rates laid down for the quotas should be applied consistently to all imports of the products in question into all Member States until the quota is exhausted;

whereas, it is appropriate to take the necessary measures to ensure efficient Community administration of this tariff quota while offering the Member States the opportunity to draw from the quota volume the necessary quantities corresponding to actual imports; whereas this method of administration requires close cooperation between the Member States and the Commission;

Whereas since Belgium, the Netherlands and Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any operation concerning the administration of the quota, may be carried out by any one of its members,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

From 1 January to 31 December 1990 the customs duties applicable to imports into the Community as constituted at 31 December 1985 of the following products coming from Spain shall be suspended at the levels indicated below and within the limits of Community tariff quotas as shown below:

Serial No	CN code	Description	Volume of tariff quota (tonnes)	Rate of duty (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Dried figs in immediate containers of a net capacity not exceeding 15 kg	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Dried grapes in immediate containers of a net capacity not exceeding 15 kg	1 900	Free

⁽¹⁾ OJ No L 395, 31. 12. 1987, p. 1.

⁽²⁾ OJ No L 367, 31. 12. 1985, p. 7.

⁽³⁾ OJ No L 28, 1. 2. 1988, p. 1.

Article 2

The tariff quotas referred to in Article 1 shall be managed by the Commission, which may take all appropriate administrative measures in order to ensure effective administration thereof.

Article 3

If an importer presents in a Member State a declaration of entry into free circulation, including a request for preferential benefit for a product covered by this Regulation and if that declaration is accepted by the customs authorities, the Member States concerned shall inform the Commission and draw an amount corresponding to its requirements from the corresponding quota amount.

The drawing requests, with indication of the date of acceptance of the said declarations, must be transmitted to the Commission without delay.

The drawings are granted by the Commission by reference to the date of acceptance of the declarations of entry into free circulation by the customs authorities of the Member States concerned to the extent that the available balance so permits.

If a Member State does not use the quantities drawn, it shall return them as soon as possible to the corresponding quota amount.

If the quantities requested are greater than the available balance of the quota amount, allocation shall be made on a *pro rata* basis with respect to the requests. Member

States shall be informed by the Commission in accordance with the same procedures.

Article 4

Each Member State shall ensure that importers of the product concerned have equal and continuous access to the quota for such time as the residual balance of the quota volume so permits.

Article 5

The Member States and the Commission shall cooperate closely to ensure that this Regulation is complied with.

Article 6

This Regulation shall enter into force on January 1990.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

The President

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM (89) 391 endelig udg.

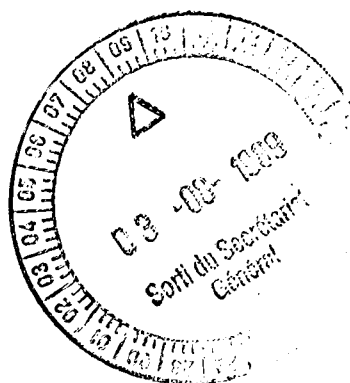
Bruxelles, den 27 . juli 1989

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning og forvaltning af fællesskabstoldkontingenter for tørrede figer
og tørrede druer, fremstillet i Spanien (1990)

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

1. I henhold til artikel 30 og 75 i Tiltrædelsesakten skal der ske en gradvis afvikling af tolden ved indførsel i Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985 af landbrugsprodukter, fremstillet i Spanien. Disse bestemmelser gælder derfor for den told, der skal opkræves inden for rammerne af fællesskabstoldkontingenter for:

- 200 tons tørrede figner, henhørende under KN-kode ex 0804 20 90, og
- 1 900 tons tørrede druer, henhørende under KN-kode 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 og ex 0806 20 99, fremstillet i Spanien.

2. Den pågældende toldsats nedsættes den 1. januar 1990 til 37,5% af basistolden.

Rådets forordning (EØF) nr. 4161/87 af 22. december 1987 fastsætter, efter ikrafttrædelsen af Den Kombinerede Nomenklatur, de basistoldsatser, som skal anvendes i Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985 ved beregningen af de successive toldnedsættelser, der er fastsat i Akten vedrørende Spaniens og Portugals Tiltrædelse. Disse toldforanstaltninger finder ikke anvendelse i Portugal, eftersom der i forordning (EØF) nr. 3792/85 om fastlæggelse af den ordning, der skal anvendes i samhandelen med landbrugsprodukter mellem Spanien og Portugal, er fastsat særlige bestemmelser på dette område.

Ovennævnte toldkontingenter bør derfor åbnes for perioden fra den 1. januar til den 31. december 1990 i Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985 til toldsatser, der er beregnet i henhold til de gældende bestemmelser herom i Akten for Spaniens og Portugals tiltrædelse.

3. I forslaget til forordning om åbning af toldkontingenterne er der ↪ ikke fastsat bestemmelser om fordeling mellem medlemsstaterne, idet de pågældende medlemsstater kan dække deres behov ved at trække på kontingenterne i henhold til den procedure, der er fastsat herfor i artikel 3 i forordningsforslaget.

Dette er formålet med vedlagte forslag.

af

om åbning og forvaltning af fællesskabstoldkontingenter for tørrede figner og tørrede druer,
indført fra Spanien (1990)RÅDET FOR DE EUROPÆISKE
FÆLLESSKABER HAR —

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab,

under henvisning til akten vedrørende Spaniens og Portugals tiltrædelse, særlig artikel 30 og 75,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

I henhold til artikel 30 og 75 i tiltrædelsesakten skal tolden ved indførsel i Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985 af nedenstående produkter fra Spanien, afvikles gradvis inden for rammerne af fællesskabstoldkontingenter for 200 tons tørrede figner, henhørende under KN-kode ex 0804 20 90, og 1 900 tons tørrede druer, henhørende under KN-kode 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 og ex 0806 20 99; tolden nedsættes den 1. januar 1990 til 37,5% af basistolden; basistolden er den told, der er fastsat i Rådets forordning (EØF) nr. 4161/87 af 22. december 1987 om fastsættelse, efter ikrafttrædelsen af Den Kombinerede Nomenklatur, af de basistoldsatser, som skal anvendes i Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985 ved beregning af de successive toldnedsættelser, der er fastsat i akten vedrørende Spaniens og Portugals tiltrædelse⁽¹⁾; toldkontingenterne bør derfor åbnes for 1990;

i Rådets forordning (EØF) nr. 3792/85 af 20. december 1985 om fastlæggelse af den ordning, der skal anvendes i samhandelen med landbrugsprodukter mellem Spanien og Portugal⁽²⁾, senest ændret ved forordning (EØF) nr. 222/88⁽³⁾, er der fastsat en særlig ordning for indførsel i Portugal af de pågældende produkter fra Spanien; derfor gælder fællesskabstoldkontingenterne kun for Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985;

det bør navnlig sikres, at alle Fællesskabets importører har lige og kontinuert adgang til nævnte kontingenter, samt at

der, indtil disse er opbrugt, uden afbrydelse anvendes de for disse kontingenter fastsatte satser ved enhver indførsel af de pågældende varer i medlemsstaterne; det er hensigtsmæssigt at træffe de nødvendige foranstaltninger med henblik på at sikre en effektiv fællesskabsforvaltning af disse toldkontingenter, under hensyntagen til medlemsstaternes mulighed for at trække de mængder, der svarer til deres reelle indførsler, på kontingentsmængderne; denne form for forvaltning kræver et snævert samarbejde mellem medlemsstaterne og Kommissionen;

da Kongeriget Belgien, Kongeriget Nederlandene og Storherzogdømmet Luxembourg er forenet i og repræsenteres af Den Økonomiske Union Benelux, kan enhver disposition vedrørende forvaltningen af kontingenterne træffes af et af dens medlemmer —

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

Fra den 1. januar til den 31. december 1990 suspenderes toldsatsen ved indførsel i Fællesskabet i dets sammensætning pr. 31. december 1985 af nedennævnte varer fra Spanien, til det niveau og inden for rammerne af de fællesskabstoldkontingenter, som er anført herfor:

Løbe-nummer	KN-kode	Varebeskrivelse	Kontingentsmængde (tons)	Kontingenttold (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Tørrede figner, i pakninger af nettovægt 15 kg og derunder	200	1,5
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Tørrede druer, i pakninger af nettovægt 15 kg og derunder	1 900	fri

(¹) EFT nr. L 395 af 31. 12. 1987, s. 1.

(²) EFT nr. L 367 af 31. 12. 1985, s. 7.

(³) EFT nr. L 28 af 1. 2. 1988, s. 1.

Artikel 2

De i artikel 1 omhandlede toldkontingenter forvaltes af Kommissionen, der kan træffe de nødvendige administrative foranstaltninger for at sikre en effektiv forvaltning af disse.

Artikel 3

Såfremt en importør i en medlemsstat indgiver en angivelse til fri omsætning med anmodning om præferencebehandling for en vare omhandlet i denne forordning, og såfremt toldmyndighederne antager denne angivelse, trækker denne medlemsstat ved meddelelse til Kommissionen på den tilsvarende kontingentmængde en mængde svarende til behovet.

Anmodningerne om sådanne træk med oplysning om datoen for antagelsen af de nævnte angivelser skal straks fremsendes til Kommissionen.

Sådanne træk tillades af Kommissionen afhængig af datoen for, hvornår toldmyndighederne i den pågældende medlemsstat har antaget angivelserne til fri omsætning, og forudsat at den resterende kontingentmængde giver mulighed herfor.

Såfremt en medlemsstat ikke udnytter de trukne mængder, tilbagefører den hurtigst muligt disse til den tilsvarende kontingentmængde.

Såfremt de mængder, der er anmodet om, overstiger den disponible rest af kontingentmængden, sker tildelingen i forhold til de mængder, der er anmodet om. Medlemsstaterne underrettes af Kommissionen efter de samme retningslinjer.

Artikel 4

Hver medlemsstat sikrer importørerne af de pågældende varer fri og ens adgang til kontingenterne, så længe de resterende kontingentmængder giver mulighed herfor.

Artikel 5

Medlemsstaterne og Kommissionen arbejder snævert sammen for at sikre, at denne forordning overholdes.

Artikel 6

Denne forordning træder i kraft den 1. januar 1990.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΚΟΜ (89) 391 τελικό

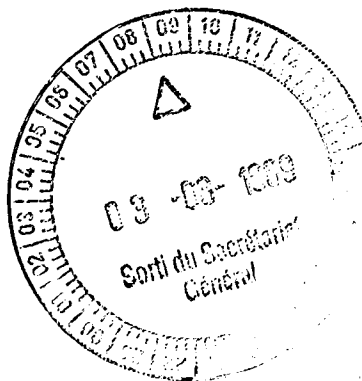
I Βρυξέλλες, 27 Ιουλίου 1989

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα και τον τρόπο διαχείρισης
κοινοτικών δασμολογικών ποσοτώσεων για ξερά σύκα και ορισμένες σταφίδες
προέλευσης Ισπανίας (1990)

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Σύμφωνα με τα άρθρα 30 και 75 της πράξης προσχώρησης, οι τελωνειακοί δασμοί που εφαρμόζονται κατά την εισαγωγή στην Κοινότητα με τη σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985, αγροτικών προϊόντων προέλευσης Ισπανίας καταργούνται προοδευτικά. Οι διατάξεις αυτές εφαρμόζονται λοιπόν στους τελωνειακούς δασμούς που εισπράττονται στο πλαίσιο των κοινοτικών δασμολογικών ποσοστώσεων για :
 - 200 τόνους ξερών σύκων που υπάγονται στον κωδικό ΣΟ ex 0804.20-90 και
 - 1.900 τόνους σταφίδων που υπάγονται στους κωδικούς ΣΟ των κωδικών 0806.20-11 0806.20-19, ex 0806.20-91 και ex 0806 20-99, προέλευσης Ισπανίας.

2. Οι εν λόγω δασμοί μειώνονται την 1η Ιανουαρίου 1990 στο 37,5% των δασμών βάσης.
Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 4161/87 του Συμβουλίου της 22ας Δεκεμβρίου 1987, καθορίζει κατόπιν της ενάρξεως ισχύος της συνδυασμένης ονοματολογίας, τους δασμούς βάσης που πρέπει να λαμβάνονται υπόψη στην Κοινότητα με τη σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985 για τον υπολογισμό των διαδοχικών μειώσεων που προβλέπονται στη πράξη προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας. Πάντως τα δασμολογικά αυτά μέτρα δεν θα έχουν εφαρμογή έναντι της Πορτογαλίας, επειδή ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 3792/85 για τον καθορισμό του καθεστώτος που εφαρμόζεται στις συναλλαγές γεωργικών προϊόντων μεταξύ της Ισπανίας και της Πορτογαλίας προβλέπει ειδικές διατάξεις πάνω στο θέμα αυτό.

Ενδείκνυται λοιπόν το άνοιγμα, για την περίοδο από 1 Ιανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1990 των εν λόγω δασμολογικών ποσοστώσεων στην Κοινότητα με τη σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985 και με δασμούς που θα υπολογιστούν σύμφωνα με τις διατάξεις που έχουν προβλεφθεί πάνω στο θέμα αυτό στην πράξη προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας.

3. Η πρόταση κανονισμού για το άνοιγμα αυτών των δασμολογικών ποσοστώσεων, δεν προβλέπει καμμία κατανομή μεταξύ των κρατών μελών και η κάλυψη των αναγκών θα πραγματοποιείται με αναλήψεις στις οποίες θα προβαίνουν τα ενδιαφερόμενα κράτη μέλη, σύμφωνα με την διαδικασία που έχει προβλεφθεί για το σκοπό αυτό.

Αυτό είναι το αντικείμενο της συνημμένης πρότασης.

Πρόταση
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) αριθ./89 ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

της
για το άνοιγμα και τον τρόπο διαχείρισης κοινοτικών δασμολογικών ποσοστώσεων για ξερά
σύκα και ορισμένες σταφίδες, προελεύσεως Ισπανίας (1990)

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής
Κοινότητας, -

την πράξη προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας,
και ιδίως τα άρθρα 30 και 75,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι, με βάση τα άρθρα 30 και 75 της πράξης προσχώρησης, οι
δασμοί που εφαρμόζονται κατά την εισαγωγή στην Κοινότη-
τα, με τη σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985, των κατω-
τέρω προϊόντων προελεύσεως Ισπανίας, καταργούνται προ-
οδευτικά στο πλαίσιο κοινοτικών δασμολογικών ποσοστώ-
σεων για 200 τόνους ξερών σύκων που υπάγονται στον
κωδικό ΣΟ ex 0804 20 90 και 1 900 τόνους ορισμένων σταφι-
δων που υπάγονται στους κωδικούς ΣΟ 0806 20 11,
0806 20 19, ex 0806 20 91 και ex 0806 20 99· ότι οι δασμοί
αυτοί ανέρχονται την 1η Ιανουαρίου 1990 στο 37,5 των
δασμών βάσης· ότι οι εν λόγω δασμοί βάσης είναι εκείνοι που
προβλέπει ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 4161/87 του Συμβουλίου
της 22ας Δεκεμβρίου 1987 που καθορίζει, ύστερα από την
έναρξη ισχύος της συνδυασμένης ονοματολογίας, τους δα-
σμούς βάσης που πρέπει να λαμβάνονται υπόψη στην Κοινό-
τητα με τη σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985, για τον
υπολογισμό των διαδοχικών μειώσεων που προβλέπονται
στην πράξη προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλί-
ας ⁽¹⁾· ότι πρέπει συνεπώς να ανοιχτούν οι εν λόγω δασμο-
λογικές ποσοστώσεις για το έτος 1990·

ότι ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 3792/85 του Συμβουλίου της
20ής Δεκεμβρίου 1985 για τον καθορισμό του καθεστώτος
που εφαρμόζεται στις εμπορευματικές συναλλαγές γεωργι-
κών προϊόντων μεταξύ της Ισπανίας και της Πορτογαλί-
ας ⁽²⁾, όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό
(ΕΟΚ) αριθ. 222/88 ⁽³⁾, προβλέπει ειδικό καθεστώς για την
εισαγωγή στην Πορτογαλία των εν λόγω προϊόντων, προε-
λεύσεως Ισπανίας· ότι συνεπώς οι κοινοτικές δασμολογικές
ποσοστώσεις εφαρμόζονται μόνο στην Κοινότητα με τη
σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985·

ότι πρέπει να εξασφαλιστούν, ιδίως, η επί ίσοις όροις και
συνεχής πρόσβαση όλων των εισαγωγών της Κοινότητας
στις εν λόγω ποσοστώσεις και η αδιάλειπτη εφαρμογή των
δασμών που προβλέπονται για τις ποσοστώσεις αυτές σε
όλες τις εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος σε όλα τα κράτη
μέλη, μέχρι την εξάντληση των ποσοστώσεων· ότι πρέπει
να ληφθούν τα απαραίτητα μέτρα προκειμένου να
διασφαλιστεί μια κοινοτική και αποτελεσματική
διαχείριση της δασμολογικής ποσόστωσης προβλέ-
ποντας τη δυνατότητα για τα κράτη μέλη να προ-
βαίνουν σε αναλήψεις από την ποσοστωτική ποσό-
τητα των αναγκαίων ποσοτήτων που αντιστοιχούν σε
διαπιστωμένες πραγματικές εισαγωγές· ότι αυτός
ο τρόπος διαχείρισης απαιτεί την στενή συνεργα-
σία μεταξύ των κρατών μελών και της Επιτροπής·

ότι, δεδομένου ότι το Βασίλειο του Βελγίου, το Βασίλειο των
Κάτω Χωρών και το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου
έχουν συνενωθεί και αντιπροσωπεύονται από την οικονομική
ένωση Μπενελούξ, κάθε πράξη σχετική με τη διαχείριση των
ποσοστώσεων μπορεί να γίνεται από ένα από
τα μέλη της,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

1. Από την 1η Ιανουαρίου και μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου
1990, οι δασμοί που επιβάλλονται κατά την εισαγωγή στην
Κοινότητα, με τη σύνθεσή της στις 31 Δεκεμβρίου 1985, των
κατωτέρω προϊόντων προελεύσεως Ισπανίας, αναστέλλο-
νται στο επίπεδο και μέσα στα όρια των κοινοτικών δασμο-
λογικών ποσοστώσεων που αναφέρονται για καθένα από
αυτά:

Αύξων αριθμός	Κωδικός ΣΟ	Περιγραφή εμπορευμάτων	Ύψος της ποσόστωσης (σε τόνους)	Δασμός της ποσόστωσης (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Ξερά σύκα, που παρουσιάζονται με καθαρό περιεχόμενο κατώ- τερο ή ίσο των 15 kg	200	1,5
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Σταφίδες, που παρουσιάζονται σε άμεσες συσκευασίες με καθα- ρό περιεχόμενο κατώτερο ή ίσο των 15 kg	1 900	ατελώς

⁽¹⁾ ΕΕ αριθ. L 395 της 31. 12. 1987, σ. 1.

⁽²⁾ ΕΕ αριθ. L 367 της 31. 12. 1987, σ. 7.

⁽³⁾ ΕΕ αριθ. L 28 της 1. 12. 1988, σ. 1.

Άρθρο 2

Η Επιτροπή διαχειρίζεται τις δασμολογικές ποσοστώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 1, και μπορεί να λαμβάνει κάθε χρήσιμο διοικητικό μέτρο προκειμένου να εξασφαλιστεί η αποτελεσματική διαχείριση.

Άρθρο 3

Εάν ένας εισαγωγέας προσκομίσει σε κράτος μέλος διασάφηση θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία στην οποία περιλαμβάνεται αίτηση χορήγησης του ευεργετήματος του προτιμησιακού καθεστώτος για ένα προϊόν που αναφέρεται στον παρόντα κανονισμό και εάν αυτή η διασάφηση γίνει δεκτή από τις τελωνειακές αρχές, το συγκεκριμένο κράτος μέλος προβαίνει, με κοινοποίηση στην Επιτροπή, στην ανάληψη, από το ποσό των δασμολογικών ποσοστώσεων ποσότητας αντίστοιχης των αναγκών αυτών.

Οι αιτήσεις για ανάληψη, με την ένδειξη της ημερομηνίας αποδοχής των εν λόγω διασαφήσεων, πρέπει να διαβιβάζονται χωρίς καθυστέρηση στην Επιτροπή.

Οι αναλήψεις χορηγούνται από την Επιτροπή σε συνάρτηση με την ημερομηνία αποδοχής των διασαφήσεων θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία από τις τελωνειακές αρχές του συγκεκριμένου κράτους μέλους, στο μέτρο που το διαθέσιμο υπόλοιπο το επιτρέπει.

Εάν ένα κράτος μέλος δεν χρησιμοποιήσει τις αναληφθείσες ποσότητες, τις επιστρέφει, μόλις αυτό είναι δυνατό, στο ποσό της αντίστοιχης ποσόστωσης.

Εάν οι απαιτούμενες ποσότητες είναι μεγαλύτερες από το διαθέσιμο υπόλοιπο του ποσοστωτικού ποσού η χορήγηση γίνεται pro rata των αιτήσεων. Η Επιτροπή ενημερώνει τα κράτη μέλη με τον ίδιο τρόπο.

Άρθρο 4

Κάθε κράτος μέλος εξασφαλίζει στους εισαγωγείς των εν λόγω προϊόντων την ίση και συνεχή πρόσβαση στις ποσοστώσεις εφόσον το επιτρέπει το υπόλοιπο της αντίστοιχης ποσοστωτικής ποσότητας.

Άρθρο 5

Τα κράτη μέλη και η Επιτροπή συνεργάζονται στενά για να εξασφαλίσουν την τήρηση του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 6

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1990.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

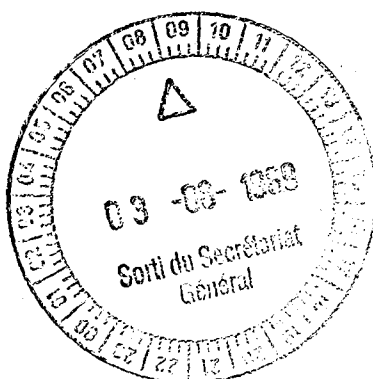
COM (89) 391 final

Bruselas, 27 de julio de 1989

Propuesta de REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece la apertura y modo de gestión de contingentes
arancelarios comunitarios de higos secos y determinadas pasas
procedentes de España (1990)

(presentada por la Comisión)



EXPOSE DES MOTIFS

1. En vertu des articles 30 et 75 de l'acte d'adhésion, les droits de douane applicables à l'importation dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 des produits agricoles en provenance d'Espagne sont supprimés progressivement. Ces dispositions s'appliquent aussi aux droits de douane à percevoir dans le cadre des contingents tarifaires communautaires de :

- 200 tonnes de figues sèches relevant du code NC ex 0804 20 90 et
- 1 900 tonnes de raisins secs relevant des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19 ex0806 20 91 et ex0806 20 99,

en provenance d'Espagne .

2. Les droits de douane en question sont ramenés le 1er 1990 à 37,5 % des droits de base.

Le règlement (CEE) n° 4161/87 du Conseil du 22 décembre 1987, fixe, à la suite de l'entrée en vigueur de la nomenclature combinée, les droits de base à retenir dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 en vue du calcul des réductions successives prévues par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces mesures tarifaires ne sont pas à appliquer au Portugal puisque le règlement (CEE) n° 3792/85 concernant le régime pour les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal prévoit des dispositions particulières en la matière.

Il convient donc d'ouvrir pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1980 les contingents tarifaires précités dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 et ce à des droits calculés conformément aux dispositions prévues en la matière, de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

3. La proposition de règlement portant ouverture de ces contingents tarifaires

ne prévoit aucune répartition entre les Etats membres, les besoins étant couverts par des tirages effectués par les Etats membres concernés, selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

Historical Archives of the European Commission

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) N° .. /89 DEL CONSEJO
de

relativo a la apertura y modo de gestión de contingentes arancelarios comunitarios de higos secos y determinadas pasas procedentes de España 1990.

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Vista el Acta de adhesión de España y de Portugal y, en particular, sus artículos 30 y 75,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que, en virtud de los artículos 30 y 75 del Acta de adhesión, se suprimirán progresivamente los derechos de aduana aplicables a la importación en la Comunidad, en su composición de 31 de diciembre de 1985, de los productos mencionados a continuación, procedentes de España, con arreglo a los siguientes contingentes arancelarios: 200 toneladas de higos secos del código NC ex 0804 20 90, y 1 900 toneladas de determinadas pasas de los códigos NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 y ex 0806 20 99; que dichos derechos ascenderán, el 1 de enero de 1990, a un

37,5% de los derechos de base; que dichos derechos de base son los establecidos en el Reglamento (CEE) n° 4161/87 del Consejo, de 22 de diciembre de 1987, relativo a los derechos de base que se deben tener en cuenta en la Comunidad, en su composición del 31 de diciembre de 1985, para el cálculo de las reducciones sucesivas previstas en el Acta de adhesión de España y de Portugal, como consecuencia de la entrada en vigor de la nomenclatura combinada ⁽¹⁾; que, por lo tanto, es conveniente abrir dichos contingentes arancelarios para 1990;

Considerando que el Reglamento (CEE) n° 3792/85 del Consejo, de 20 de diciembre de 1985, por el que se define el régimen aplicable en los intercambios de productos agrícolas entre España y Portugal ⁽²⁾, modificado en último lugar por el Reglamento (CEE) n° 222/88 ⁽³⁾ establece un régimen específico a la importación en Portugal de dichos productos, procedentes de España; que, por consiguiente, los contingentes arancelarios comunitarios sólo se aplicarán en la Comunidad en su composición del 31 de diciembre de 1985;

Considerando que procede garantizar, en particular, el acceso igual y continuo de todos los importadores de la

Comunidad a dichos contingentes y la aplicación, sin interrupción, de los derechos previstos para dichos contingentes a todas las importaciones de los productos en cuestión en todos los Estados miembros hasta el agotamiento de los contingentes;

que es conveniente tomar las medidas necesarias con vistas a asegurar una gestión comunitaria y eficaz de estos contingentes arancelarios, previendo la posibilidad para los Estados miembros de extraer del volumen contingentario las cantidades necesarias, correspondiendo a las importaciones reales constatadas; que este modo de gestión requiere una estrecha colaboración entre los Estados miembros y la Comisión;

Considerando que, al estar el Reino de Bélgica, el Reino de los Países Bajos y el Gran Ducado de Luxemburgo reunidos y representados por la Unión Económica del Benelux, las operaciones referentes a la gestión de contingentes podrán ser efectuadas por cualquiera de sus miembros,

HABIA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

Quedarán suspendidos, desde el 1 de enero hasta el 31 de diciembre de 1990, los derechos de aduana aplicables a la importación en la Comunidad, en su composición de 31 de diciembre de 1985, de los productos mencionados a continuación, procedentes de España, al nivel y dentro del límite de los contingentes arancelarios comunitarios indicados frente a cada uno de ellos:

Numero de orden	Código NC	Designación de la mercancía	Volumen del contingente (en toneladas)	Derecho contingentario (en %)
09.0301	ex 0804 20 90	Higos secos, presentados en envases inmediatos cuyo contenido neto sea inferior o igual a 15 kg	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Pasas, presentadas en envases inmediatos cuyo contenido neto sea inferior o igual a 15 kg	1 900	exención

⁽¹⁾ DO n° L 395 de 31. 12. 1987, p. 1.

⁽²⁾ DO n° L 367 de 31. 12. 1987, p. 7.

⁽³⁾ DO n° L 28 de 1. 2. 1988, p. 1.

Artículo 2

Los contingentes arancelarios contemplados en el artículo 1 serán gestionados por la Comisión, que podrá tomar cualquier medida administrativa útil con el fin de asegurar su gestión eficaz.

Artículo 3

Si un importador presenta en un Estado miembro una declaración de despacho a libre práctica que incluya una solicitud de beneficio preferencial para uno de los productos contemplados en el presente Reglamento, y si la autoridad aduanera acepta dicha declaración, el Estado miembro de que se trate procederá, mediante notificación a la Comisión, al giro de una cantidad correspondiente a tales necesidades contra el volumen contingentario correspondiente.

Las solicitudes de giro, con indicación de la fecha de aceptación de dichas declaraciones, deberán transmitirse a la Comisión sin demora.

La Comisión concederá los giros en función de la fecha de aceptación de las declaraciones de despacho a libre práctica por parte de la autoridad aduanera del Estado miembro de que se trate, en la medida en que el saldo disponible lo permita.

Si un Estado miembro no utiliza las cantidades giradas, éste las devolverá lo antes posible al volumen contingentario correspondiente.

Si las cantidades solicitadas son superiores al saldo disponible del volumen contingentario, la atribución se reali-

zará a prorrata de las solicitudes. La Comisión informará a los Estados miembros según las mismas modalidades.

Artículo 4

Cada Estado miembro garantizará a los importadores del producto en cuestión el acceso igual y continuo a los contingentes mientras lo permita el saldo del volumen contingentario.

Artículo 5

Los Estados miembros y la Comisión colaborarán estrechamente con el fin de garantizar el cumplimiento del presente Reglamento.

Artículo 6

El presente Reglamento entrará en vigor el 1 de enero de 1990.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

El Presidente

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(89) 391 final

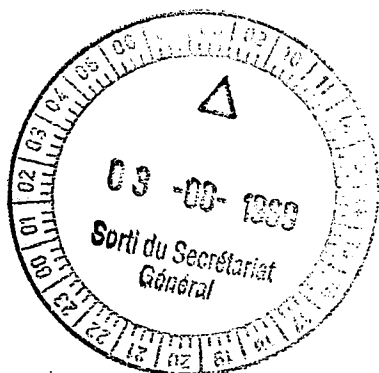
Bruxelas, 27 de Julho de 1989

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo à abertura e modo de gestão de contingentes pautais comunitários de
figos secos e de determinadas uvas secas, provenientes de Espanha (1990)

(Apresentada pela Comissão)



EXPOSE DES MOTIFS

1. En vertu des articles 30 et 75 de l'acte d'adhésion, les droits de douane applicables à l'importation dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 des produits agricoles en provenance d'Espagne sont supprimés progressivement. Ces dispositions s'appliquent aussi aux droits de douane à percevoir dans le cadre des contingents tarifaires communautaires de :
 - 200 tonnes de figues sèches relevant du code NC ex 0804 20 90 et
 - 1 900 tonnes de raisins secs relevant des codes NC 0806 20 11, 0806 20 19 ex0806 20 91 et ex0806 20 99,en provenance d'Espagne .

2. Les droits de douane en question sont ramenés le 1er 1990 à 37,5 % des droits de base.

Le règlement (CEE) n° 4161/87 du Conseil du 22 décembre 1987, fixe, à la suite de l'entrée en vigueur de la nomenclature combinée, les droits de base à retenir dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 en vue du calcul des réductions successives prévues par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces mesures tarifaires ne sont pas à appliquer au Portugal puisque le règlement (CEE) n° 3792/85 concernant le régime pour les échanges de produits agricoles entre l'Espagne et le Portugal prévoit des dispositions particulières en la matière.

Il convient donc d'ouvrir pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1980 les contingents tarifaires précités dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 et ce à des droits calculés conformément aux dispositions prévues en la matière, de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

3. La proposition de règlement portant ouverture de ces contingents tarifaires

ne prévoit aucune répartition entre les Etats membres, les besoins étant couverts par des tirages effectués par les Etats membres concernés, selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

Historical Archives of the European Commission

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) N.º 11/89 DO CONSELHO

de

relativo à abertura e modo de gestão de contingentes pautais comunitários de figos secos e de determinadas uvas secas, provenientes de Espanha (1990)

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Acto de Adesão de Espanha e de Portugal e, nomeadamente, os seus artigos 30.º e 75.º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que, por força dos artigos 30.º e 75.º do Acto de Adesão, os direitos aduaneiros aplicáveis à importação na Comunidade, na sua composição em 31 de Dezembro de 1985, dos produtos adiante indicados, provenientes de Espanha, serão suprimidos progressivamente no âmbito de contingentes pautais comunitários de 200 toneladas de figos secos do código NC ex 0804 20 90 e de 1 900 toneladas de determinadas uvas secas dos códigos NC 0806 20 11, 0806 20 19, ex 0806 20 91 e ex 0806 20 99; que, em 1 de Janeiro de 1990, esses direitos serão reduzidos a 37,5 % dos direitos de base; que os referidos direitos de base são os previstos pelo Regulamento (CEE) n.º 4161/87 do Conselho, de 22 de Dezembro de 1987, relativo aos direitos de base na sequência da entrada em vigor da Nomenclatura Combinada, a considerar na Comunidade dos Dez com vista ao cálculo das reduções sucessivas previstas no Acto de Adesão de Espanha e de Portugal⁽¹⁾; que convém, portanto, abrir os referidos contingentes pautais para o ano de 1990;

Considerando que o Regulamento (CEE) n.º 3792/85 do Conselho, de 20 de Dezembro de 1985, que define o regime aplicável nas trocas comerciais de produtos agrícolas entre Espanha e Portugal⁽²⁾, com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) n.º 222/88⁽³⁾, prevê um regime especial para a importação dos produtos em questão, provenientes de Espanha; que, por consequência, os contingentes pautais comunitários apenas se aplicam na Comunidade na sua composição em 31 de Dezembro de 1985;

Considerando que se deve garantir, nomeadamente, o acesso igual e contínuo de todos os importadores da Comunidade a

esses contingentes e a aplicação, sem interrupção, das taxas previstas para esses contingentes a todas as importações dos produtos em questão em todos os Estados-membros até ao esgotamento dos contingentes;

que é conveniente tomar as medidas necessárias tendo em vista assegurar uma gestão comunitária e eficaz desses contingentes pautais, prevenindo a possibilidade dos Estados-membros sacarem sobre o volume dos contingentes as quantidades necessárias, correspondentes às importações reais constatadas; que este modo de gestão requer uma colaboração estreita entre os Estados membros e a Comissão;

Considerando que, pelo facto de o Reino da Bélgica, o Reino dos Países Baixos e o Grão-Ducado do Luxemburgo estarem reunidos e representados pela união económica do Benelux, qualquer operação relativa à gestão dos contingentes pode ser efectuada por um dos seus membros,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1.º

De 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 1990, os direitos aduaneiros aplicáveis à importação na Comunidade, na sua composição em 31 de Dezembro de 1985, dos produtos a seguir designados, provenientes de Espanha, são suspensos aos níveis e no limite indicados dos contingentes pautais comunitários indicados em frente de cada um deles:

Número de ordem	Código NC	Designação das mercadorias	Volume do contingente (em toneladas)	Direito do contingente (%)
09.0301	ex 0804 20 90	Figos secos apresentados em embalagens de uso imediato de conteúdo líquido inferior ou igual a 15 kg	200	1,1
09.0303	0806 20 11 0806 20 19 ex 0806 20 91 ex 0806 20 99	Uvas secas apresentadas em embalagens de uso imediato de conteúdo líquido inferior ou igual a 15 kg	1 900	isenção

⁽¹⁾ JO n.º L 395 de 31. 12. 1987, p. 1

⁽²⁾ JO n.º L 367 de 31. 12. 1985, p. 7

⁽³⁾ JO n.º L 28 de 1. 2. 1988, p. 1.

Artigo 2º

Os contingentes pautais referidos no artigo 1º são geridos pela Comissão, que pode tomar as medidas administrativas necessárias para assegurar eficazmente a respectiva gestão.

Artigo 3º

Se um importador apresentar num Estado-membro uma declaração de introdução em livre prática que inclua um pedido de obtenção do benefício preferencial para um produto referido no presente regulamento, e se essa declaração for aceite pelas autoridades aduaneiras, o Estado-membro em causa procederá, por via de notificação à Comissão, ao saque, sobre o volume contingentário, de uma quantidade correspondente às suas necessidades.

Os pedidos de saque, com a indicação da data de aceitação das referidas declarações, devem ser transmitidos, sem demora, à Comissão.

Os saques serão concedidos pela Comissão em função da data de aceitação das declarações de introdução em livre prática pelas autoridades do Estado-membro em causa, na medida em que o saldo disponível o permita.

Se um Estado-membro não utilizar as quantidades sacadas, transferi-las-á, logo que possível, para o volume contingentário correspondente.

Se as quantidades pedidas forem superiores ao saldo disponível do volume contingentário, a atribuição será feita proporcionalmente aos pedidos. Os Estados-

-membros serão informados pela Comissão segundo as mesmas regras.

Artigo 4º

Os Estados-membros garantirão aos importadores do produto em questão o livre acesso aos contingentes, tanto quanto o saldo do volume contingente o permita.

Artigo 5º

Os Estados-membros e a Comissão colaborarão estreitamente para assegurar a observância do presente regulamento.

Artigo 6º

O presente regulamento entra em vigor em 1 de janeiro de 1990.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas,

Pelo Conselho

O Presidente

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ces contingents et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

cc